



Éditorial

André Chassaigne

Une bataille décisive pour l'emploi et contre l'explosion du chômage

En France comme dans la plus grande partie du monde, deux angoisses, profondément liées entre elles, hantent les esprits. Celle de l'épidémie dont la « deuxième vague » menace de déstabiliser des pans entiers de la société. Et celle de perdre son emploi avec l'avalanche des plans de licenciements.

Au 13 septembre, 394 plans de sauvegarde de l'emploi avaient été déposés depuis mars pour 57 000 suppressions de postes : une mèche lente sur un bâton de dynamite pour les chiffres du chômage. Déjà, près de 3 200 licenciements collectifs pour motif économique, hors PSE, ont été engagés depuis début mars. Ces procédures concernent, dans plus de neuf cas sur dix, des licenciements de moins de 10 salariés. Et dans beaucoup d'entreprises qui n'ont pas déclenché de PSE, se multiplient les accords de performance collective (APC). Il faut être conscient que ces APC « à durée indéterminée » peuvent devenir un mode de gestion normale de l'entreprise, avec tous les risques que cela comporte.

Ces dernières semaines, en commis-voyageur zélé du Président de la République, le Premier ministre a eu la charge de bien vendre le « plan de relance » de « 100 milliards » du gouvernement. « 100 milliards », ce chiffre magique est brandi comme un slogan mais, en réalité, il recouvre une bonne part des dépenses déjà annoncées ou engagées. Comme je le dénonçais le 29 septembre dernier à l'Assemblée nationale au nom des députés communistes, seulement 35 milliards d'euros sont effectivement inclus dans le projet de budget pour 2021. Et sur ces 35 milliards, près d'un tiers servira directement à réduire l'imposition des entreprises, les plus grandes étant les premières bénéficiaires. Nouvelles baisses d'impôts pour les grands groupes et nouvelles baisses de cotisations sociales : autant de mesures prises à vitesse éclair qui auront une nouvelle fois pour conséquence de tirer

vers le bas le niveau des salaires tout en continuant à tarir les ressources de la Sécurité sociale. Elles aggraveront aussi la gestion financière prédatrice des grands groupes avec leur cascade de conséquences pour les PME et tout le tissu économique. Dans les faits, le choix de servir la logique du profit et la baisse du coût du travail n'a sans doute jamais été aussi prégnant dans la politique économique du pays. Cette politique obsessionnelle de conservation des profits n'appelle pas seulement à exiger de simples « contreparties » patronales, mais surtout à défendre la transformation économique et sociale que portent les communistes.

Cela commence par exiger que les salariés ne servent plus de simple variable d'ajustement au maintien de la rentabilité du capital, tandis que l'on déverse des milliards sans conditions. Aussi faut-il se donner comme premier objectif de sécuriser le travail des femmes et des hommes en préservant leurs capacités créatives et productrices de richesses. Pour cela, donnons la priorité au développement d'activités et de productions utiles socialement et sur le plan environnemental. C'est en fonction de cet objectif que l'argent des entreprises, l'argent des banques et l'argent public doivent être utilisés. Dans la crise que nous traversons, non seulement notre proposition d'une sécurité d'emploi ou de formation n'est pas démodée mais elle est d'une brûlante actualité. Plus que jamais, il nous faut l'expliquer, en l'accompagnant de propositions très concrètes, pour mieux la partager et mieux l'identifier. Pour exemple, l'urgence d'une transformation écologique et sociale de l'économie confirme la modernité de notre projet qui conjugue le maintien de l'emploi et l'évolution des métiers.

Une des premières conditions de sa mise en place suppose de s'émanciper de la dictature des marchés financiers. Et là-aussi, ce n'est pas ce que fait l'Europe avec son plan « Next Generation EU » de 750 mil-

liards d'euros. La vérité, c'est que son financement sera soumis à la bonne volonté des Goldman Sachs, BlackRock, HSBC et autres détenteurs de portefeuilles! C'est ce que j'ai dénoncé dès le 27 juin dernier en commission lors de l'audition de la Secrétaire d'État aux affaires européennes sur les résultats du Conseil européen du 19 juin 2020. Pendant ce temps, les dirigeants européens détournent pudiquement le regard des milliers de milliards d'euros que la BCE déverse sur les banques (déjà 1 600 milliards de prêts à -1 % sur les 3 000 milliards annoncés) et sur les marchés financiers (1 350 milliards d'achats de titres sans aucune condition quant à l'emploi et à la création de richesses). Sur ces 1 350 milliards, 270 servent à acheter des titres émis en France. À l'opposé, nous demandons qu'ils soient affectés à la Caisse des dépôts et consignations pour qu'elle finance un fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation. Proposition forte du Parti communiste français, ce fonds nous donnerait les moyens de financer des projets démocratiquement décidés de développement des services publics, notamment de santé, et de soutenir les PME-TPE qui s'engageraient à préserver l'emploi, la formation, les salaires et qui s'orientent vers des productions vertueuses sur le plan écologique.

Plus que jamais, en effet, se pose la question d'une autre utilisation de l'argent, et de la stratégie à conduire pour conquérir une souveraineté démocratique des travailleurs et des citoyens sur les choix de production, sur leur localisation, sur leur contenu énergétique et environnemental, sur les coopérations indispensables à l'échelle de l'Europe et à l'échelle du monde pour répondre à l'exigence d'une autre mondialisation.

Continuons à porter les grands axes de notre combat politique :

– Embaucher massivement dans les hôpitaux, dans les EHPAD, dans l'éducation, dans la recherche,

dans les transports, dans l'énergie, dans la justice et la sécurité, dans la réussite de la révolution écologique.

– Arrêter les licenciements, prendre en considération les projets industriels alternatifs présentés par les salariés, leurs représentants, les élus locaux, régionaux et nationaux, et imposer leur financement par les banques, à taux réduits grâce au refinancement à -1 % de la BCE et grâce à des bonifications versées par des fonds régionaux pour l'emploi et la formation.

– Évaluer précisément dans chaque région, dans chaque territoire les besoins d'emplois à créer pour résorber le chômage et progresser vers son éradication, chiffrer les besoins de formation, sans oublier les besoins d'embauches dans les services publics.

Ce doit être l'affaire de tous en faisant progresser l'idée que nous avançons depuis longtemps de conférences nationales et régionales pour la sécurisation de l'emploi, de la formation et pour la transformation productive.

Ces nouvelles institutions, qui pourraient s'appuyer sur des fonds régionaux et sur un pôle financier public, matérialiseraient la mobilisation de toute la société – syndicats, élus, associations, administrations publiques – pour que l'ensemble des acteurs économiques et financiers mettent leur action au service de l'emploi et de la création de richesses dans les territoires.

Après les mobilisations des militants et des élus du PCF des 9 et 10 octobre, la résistance aux politiques du capital et pour l'emploi doit pouvoir se prolonger et s'enraciner, non seulement dans les luttes aux côtés de tous les salariés menacés dans le pays, mais aussi pour que ces exigences soient au cœur de la bataille d'idées des prochains scrutins départementaux et régionaux de mars 2021. Car quelle alternative de gauche pourrait être crédible sans s'attacher d'abord à combattre l'extension du chômage et à relever le défi de l'emploi pour tous ? ■

Merci Mitra

Mitra Amani-Mansouri quitte *Économie et politique* après avoir assumé pendant trente ans le secrétariat et la comptabilité de la revue, les relations avec les lecteurs, les abonnés, les fournisseurs. Ses compétences, sa disponibilité, son engagement militant et fraternel ont été un apport inestimable à la vie de la revue et des autres publications pour qui elle avait également été amenée à travailler. *Économie et politique* lui témoigne toute sa reconnaissance.